



Pouvoir Adjudicateur :

Institut National de Recherche en Agriculture, Alimentation et Environnement

Etablissement public à caractère scientifique et technologique

Centre de Recherche Occitanie-Montpellier

2 place Pierre Viala

34060 Montpellier Cedex 2

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

**Prestations d'assistance sociale du travail destinées aux agents du Centre
INRAE Occitanie-Montpellier**

Procédure de passation : Le présent accord-cadre est issu d'une procédure adaptée en application des dispositions des articles L2123-1, 2°, R2123-1, 3° et R2131-14 du code de la commande publique

L'accord-cadre porte sur des prestations de services et est régi par le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS).

Table des matières

ARTICLE 1ER : OBJET DE L'ACCORD CADRE ET DUREE	4
1.1 OBJET	4
1.2 DUREE.....	4
ARTICLE 2 : PROCEDURE, FORME ET PRESTATIONS SIMILAIRES.....	4
2.1 PROCEDURE.....	4
2.2 LOT ET NATURE D'ACHAT	4
2.3 FORME DU MARCHE	5
2.4 MARCHES SIMILAIRES	5
ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE	6
ARTICLE 4 : DISPOSITIONS GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
4.1 DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES	6
4.2 FORME DES COMMUNICATIONS	6
4.3 LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS / PROMOTION DE L'EGALITE PROFESSIONNELLES FEMME – HOMME	7
ARTICLE 5 : DISPOSITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
5.1 REUNION DE LANCEMENT	7
5.2 LES PRINCIPAUX INTERLOCUTEURS.....	7
5.2.1 <i>Au niveau du Centre</i>	7
5.2.2 <i>Au niveau national</i>	8
5.3 CHANGEMENT D'ASSISTANTE SOCIALE	8
5.4 CONTENU D'UNE VACATION.....	8
5.5 NOMBRE DE VACATION	9
5.6 ORGANISATION DES VACATIONS.....	9
5.7 FIN DU MARCHE	10
ARTICLE 6 : VERIFICATION ET ADMISSION	10
6.1 EVALUATION DE L'ACTION	10
6.2 ADMISSION	10
ARTICLE 7 : PRIX DES PRESTATIONS ET MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	10
7.1 MONTANT DE LA PRESTATION	10
7.1.1 <i>Vacation d'une journée</i>	10
7.1.2 <i>Vacations pour réunions du réseau des assistant.e.s de service social</i>	11
7.2 FORME DES PRIX.....	11
7.3 CONTENU DES PRIX	11
7.4 EVOLUTION DES PRIX	11
7.5 CLAUSE DE SAUVEGARDE	11
7.6 FACTURATION	11
7.7 DELAIS DE PAIEMENT ET INTERET MORATOIRES	12
ARTICLE 8 : AVANCE	13
ARTICLE 9 : PENALITES.....	13
ARTICLE 10 : CLAUSE DE REEXAMEN.....	14
ARTICLE 11 : RETENUE DE GARANTIE.....	14
ARTICLE 12 : SOUS TRAITANCE	14
ARTICLE 13 : SECRET / CONFIDENTIALITE.....	14
ARTICLE 14 : PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES ET SECURISATION DES SYSTEMES D'INFORMATION	15
14.1 EXIGENCES REGLEMENTAIRES DE CONFIDENTIALITE ET SECURISATION DES DONNEES APPLICABLES AU TITULAIRE ET SES SOUS-TRAITANTS.....	15
14.1.1 <i>Conformité au RGI</i>	15

14.1.2	Conformité au RGAA	15
14.1.3	Conformité au RGS.....	16
14.1.4	Conformité à la PSSIE.....	16
14.1.5	Conformité au règlement européen 2016/679 - RGPD	16
14.2	ENGAGEMENT DU TITULAIRE	16
14.2.1	Obligation de sécurisation des données.....	17
14.2.2	Données personnelles dans le cadre de la gestion de la relation contractuelle.....	17
ARTICLE 15 : ASSURANCE		17
ARTICLE 16 : RESILIATION		18
ARTICLE 17 : MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DU MARCHE.....		18
17.1	GENERALITE.....	18
17.2	MODIFICATIONS MINEURES	18
17.3	MODIFICATIONS MAJEURES	18
ARTICLE 18 : DISPOSITIONS PARTICULIERES		18
18.1	ZONES A REGIME RESTRICTIF (ZRR)	18
18.2	LANGUE.....	19
18.3	DROIT APPLICABLE	19
18.4	DIFFERENDS ET LITIGES	19
18.5	MONNAIE	19
ARTICLE 19 : DEROGATIONS AU CCAG-FCS		19

Article 1er : Objet de l'accord cadre et durée

1.1 Objet

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations d'assistance sociale pour les agents du Centre INRAE Occitanie-Montpellier. Le centre compte 34 unités, comprend 1563 agents titulaires et contractuels présents sur huit sites.

Les unités sont localisées sur les sites suivants :

- Campus de la Gaillarde : 2 Place Pierre Viala, 34 060 Montpellier : site principal
- Campus de la Valette : 361 et 500 rue JF Breton, 34196 Montpellier
- Campus de Baillarguet à Montferrier
- Unité expérimentale de Melgueil à Mauguio
- Unité expérimentale de Vassal à Marseillan
- Laboratoire de Biotechnologie de l'Environnement à Narbonne
- Unité expérimentale de Pech Rouge à Gruissan
- Unité expérimentale Maraîchage à Alénia

Dans le cadre de l'exécution de ses missions, l'intervenant.e du titulaire peut être amené.e à se déplacer sur les implantations indiquées ci-dessus, ainsi qu'au domicile des agents suivis dans le cadre de la prestation.

Les prestations de service social réalisées dans le cadre du présent marché concernent l'accompagnement social des agents titulaires et contractuels du centre de recherche INRAE Occitanie-Montpellier tel que défini dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 Durée

Le présent marché est conclu pour une période de 1 an à compter de sa date de notification.

Il pourra ensuite être renouvelé tacitement pour une période d'égale durée sauf dénonciation écrite par INRAE au plus tard un (1) mois avant l'échéance annuelle. Sa durée totale ne pourra excéder quatre (4) ans.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction de l'accord-cadre.

Article 2 : Procédure, forme et prestations similaires

2.1 Procédure

Le marché est passé selon une procédure adaptée conformément aux dispositions des articles L2123-1, 2°, R2123-1, 3° et R2131-14 du code de la commande publique.

2.2 Lot et nature d'achat

En application des dispositions de l'article L1111-1 du code de la commande publique, le présent marché est un marché de service.

En application des dispositions de l'article L2113-10, il n'est pas alloué car son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

2.3 Forme du marché

Ce marché public est un accord-cadre mono-attributaire. Il fixe toutes les stipulations contractuelles. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2162-4 du code de la commande publique, il est conclu **avec un minimum de 52 vacations annuelles et un maximum de 62 vacations annuelles**.

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable, selon des modalités prévues ci-dessous.

Les bons de commande sont des documents écrits adressés au titulaire qui précisent celles des prestations, décrites dans l'accord-cadre, dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité. Ces derniers seront émis au fur et à mesure de l'émergence des besoins d'INRAE.

INRAE notifiera le ou les bons de commande au titulaire par messagerie électronique ou via PLACE.

Par dérogation à l'article 3.7.2. du CCAG FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à INRAE dans un délai de deux jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Les bons de commande datés et visés par INRAE comportent au moins les mentions suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire
- le numéro de l'accord-cadre
- le numéro du bon de commande
- la date de la commande
- le nom et le numéro codique de l'entité qui commande
- les coordonnées de la personne qui commande
- le lieu de réalisation des prestations
- la désignation des prestations commandées en présentiel et/ou distanciel
- le prix unitaire HT de chaque prestation conformément au montant prévu dans le marché
- le montant total HT et TTC
- l'adresse de facturation.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

2.4 Marchés similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles de cet accord-cadre, après passation d'un ou de plusieurs marchés sans publicité ni mise en concurrence préalable en application des dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

Ce(s) nouveau(x) marché(s) devra(ont) être conclu(s) dans les trois ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

Article 3 : Pièces constitutives de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- ✓ L'acte d'engagement et son annexe (BPU)
- ✓ Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe (contrat de sous-traitance CNIL)
- ✓ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- ✓ Le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'Arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF n°0078 du 1er avril 2021 (NOR : ECOM2106868A) - en vigueur lors de la remise des offres
- ✓ Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché
- ✓ L'offre technique du titulaire **ainsi que les réponses aux questions dans le cadre de la consultation** et les pièces supplémentaires présentées par le titulaire.

En cas de contradiction entre les pièces définies ci-dessus, celles-ci prévalent les unes aux autres dans l'ordre de priorité précité.

Toute clause portée dans les documents du titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives de l'accord-cadre est réputée non écrite. **Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.**

Les pièces générales (CCAG-FCS, normes, lois et décrets, spécifications techniques applicables) bien que non jointes matériellement au présent marché, sont réputées parfaitement connues par le Titulaire. Ce dernier ne peut donc en invoquer son ignorance pour se soustraire aux obligations qui y sont contenues.

Au titre de son devoir de conseil, le Titulaire doit informer INRAE de toute modification ou évolution de normes ou réglementations relatives aux prestations définies dans le marché pendant toute sa durée.

Article 4 : Dispositions générales d'exécution des prestations

4.1 Dispositions environnementales

Tous les livrables devront être transmis par mail aux adresses qui seront communiquées au titulaire avant le commencement des prestations.

Le titulaire contribue à la politique environnementale d'INRAE, et s'assure que les personnels mis à disposition respectent les consignes relatives aux comportements vertueux à adopter, en lien avec la politique énergétique d'INRAE, la sobriété numérique, les déplacements responsables, les éco gestes, le tri sélectif et réduction des déchets (liste non exhaustive).

Il veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché sur simple demande du pouvoir adjudicateur (= INRAE).

4.2 Forme des communications

En complément de l'article 3.1 du CCAG-FCS, si aucune forme particulière de communication n'est expressément imposée par le présent marché, tout échange de communication écrite (information, décision, engagement...) peut

être réalisé par courrier électronique (e-mail), moyen reconnu par les parties comme début de preuve. D'une manière générale, l'émetteur d'une communication doit s'assurer que le destinataire en a bien pris connaissance.

4.3 Lutte contre les discriminations / promotion de l'égalité professionnelles femme – homme

Le titulaire réaffirme son engagement dans la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes ainsi que dans la lutte contre toute forme de discrimination, au sein de l'ensemble de ses politiques d'orientation, de formation et d'emploi. Le respect de ces principes est également une exigence forte de l'Europe.

Ainsi, il est demandé au titulaire de favoriser l'égalité d'accès et de traitement pour toute personne.

La loi interdit toute discrimination fondée sur les critères suivants : origine, sexe, mœurs, orientation sexuelle, âge, situation de famille ou de grossesse, caractéristiques génétiques, appartenance ou non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation ou une race, opinions politiques, activités syndicales ou mutualistes, convictions religieuses, apparence physique, nom de famille, état de santé ou handicap, lieu de résidence.

Article 5 : Dispositions particulières d'exécution des prestations

5.1 Réunion de lancement

Une réunion de lancement aura lieu dans les jours suivant la notification du marché dans les locaux du Centre INRAE Occitanie Montpellier.

Elle a notamment pour objet de :

- Détailler les modalités de fonctionnement et d'organisation de la prestation,
- Préciser le cadre de collaboration avec les équipes du Centre INRAE Occitanie Montpellier,
- Valider les interlocuteurs INRAE / Interlocuteurs du côté du prestataire,
- Confirmer le calendrier relatif à la prestation en déterminant le/les jour(s) de présence sur site ou de manière exceptionnelle d'entretien en distanciel.

5.2 Les principaux interlocuteurs

5.2.1 Au niveau du Centre

- Le.la Président.e de Centre ou son.sa représentant.e ;
- Le.la Directeur.trice des Services d'Appui ou son adjoint.e ;
- Le.la Responsable Ressources humaines ;
- les Directeurs.trices d'unité ;
- Les acteurs RH de proximité, à savoir :
 - le.la responsable administration du personnel ;
 - les correspondant.e.s handicap ;
 - le.la responsable formation ou, le cas échéant, son adjoint.e ;
 - le.la conseiller.ère en orientation professionnelle ;
 - le médecin du travail ;
 - l'infirmier.ière du travail ;
 - le.la conseiller.ère prévention ;
 - les représentant.e.s du personnel.e.

5.2.2 Au niveau national

La Direction des Ressources Humaines et plus particulièrement le.la Responsable du Pôle de Politique Sociale et le.la responsable de la coordination du service social. De façon plus générale, l'assistant.e de service social noue toute relation, interne ou externe à l'établissement, nécessaire à l'exercice de sa mission.

5.3 Changement d'assistante sociale

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, en cas de changement temporaire ou pérenne de l'assistant.e social.e, celui ou celle désigné.e en remplacement doit disposer d'un niveau de compétences conforme ou supérieur à celui présenté dans l'offre. Le titulaire doit communiquer à INRAE le curriculum vitae dans un délai de quinze jours à compter de la date d'envoi de l'information à INRAE. Le changement éventuel d'intervenants n'a aucune incidence sur les plannings des permanences ni sur le prix des prestations.

Pendant la durée d'exécution de la prestation et en cas de difficulté d'exécution majeure, INRAE se réserve la possibilité de demander le changement de l'assistant.e de service social mis.e à sa disposition, par lettre recommandée avec avis de réception, dûment motivée. Le titulaire se charge de pourvoir au remplacement le plus rapidement possible sous réserve d'un préavis d'un mois.

5.4 Contenu d'une vacation

Une vacation inclut :

- Le temps de permanence et de rendez-vous avec les agents, dont les visites à domicile des agents placés en maladie,
- Le suivi des dossiers,
- Le temps de concertation avec les différents services ou acteurs INRAE ou avec les autres organismes extérieurs à INRAE,
- La participation aux réunions et instances RH organisées au niveau du centre et au niveau national,
- Les autres sollicitations prévues dans le CCTP,
- Le rapport d'activité annuel et sa transmission aux instances (cf. article 7.2 du CCTP).

Centre	Nombre annuel de réunions organisées par les services R.H. et les Directions	Nombre annuel d'instances locales R.H.
Centre INRAE Occitanie Montpellier	1 CMS*/GRHP par mois (4h de réunion)	1 CSA-S*/F3SCT pour présenter le rapport d'activité annuel (3h de réunion)
Instance nationale	Un séminaire de réseau organisé chaque année, d'une durée de 2 jours.	

* CMS : CELLULE MEDICO-SOCIALE DE CENTRE

GRHP : CELLULE DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES DE PROXIMITE

* CSAS : COMITE SOCIAL D'ADMINISTRATION SPECIAL

F3SCT : FORMATION SPECIALISE EN SANTE SECURITE ET CONDITION DE TRAVAIL

L'exécution des prestations prévues au CCTP auront lieu en présentiel.

Toutefois, en cas d'évènements imprévisibles tels que pandémie, impossibilité d'exercer l'activité dans les locaux d'INRAE, grèves etc... ne permettant pas un regroupement physique des personnes ou des déplacements de personnes, l'ensemble des prestations se fera à distance via des moyens de communication numérique (skype, viso etc...) aux tarifs indiqués à l'acte d'engagement.

5.5 Nombre de vacation

Le titulaire garantit l'intervention d'un.e assistant.e de service social à raison de :

- 52 vacations d'une journée (8h/jour) pour la première année du marché. Le nombre de vacations est déterminé tous les ans par la DRH.
- 2 vacations d'une journée maximum pour les réunions du réseau des assistant.e.s de service social sont également à prévoir.

5.6 Organisation des vacations

Les vacations sont organisées à l'avance et en concertation avec le Président de centre ou son/sa représentant.e.

Chaque vacation aura lieu si possible le même jour de la semaine. Un planning trimestriel est élaboré et transmis aux agents.

Le titulaire devra proposer un.e assistant.e de service social pour le centre et pour l'ensemble des implantations suivantes et selon les fréquences suivantes :

Site principal	Campus de la Gaillarde 2 place Pierre Viala 34060 MONTPELLIER	Une fois toute les semaines	Mardi ou Jeudi à valider lors de la réunion de lancement
Sites secondaires	Campus de la Valette 361 et 500 rue JF Breton 34196 MONTPELLIER	A organiser si nécessaire	A la demande
	CBGP Campus international de Baillarguet 34988 MONTFERRIER SUR LEZ	A organiser si nécessaire	A la demande
	Unité expérimentale de Melgueil Domaine de Melgueil 34 130 MAUGUIO	A organiser si nécessaire	A la demande
	Unité expérimentale de Vassal Domaine de Vassal 34 340 MARSEILLAN	A organiser si nécessaire	A la demande
	Laboratoire de Biotechnologie de l'Environnement Rue des étangs 11 000 NARBONNE	A organiser si nécessaire	A la demande

	Unité expérimentale de Pech Rouge Domaine de Pech Rouge 11 430 GRUISSAN	A organiser si nécessaire	A la demande
	Unité expérimentale Maraîchage Domaine d'Alénia-Roussillon Mas Blanc 66 200 ALENIA	A organiser si nécessaire	A la demande

- La présence de l'assistant.e social.e aura lieu pendant les jours ouvrés de 8h30 – 12h30 et 13h30 - 17h30 (horaires indicatifs). INRAE ne prend pas en charge les repas de l'intervenant.e.
- Des vacations supplémentaires d'une journée (8 h/jour) pourront être demandées par INRAE.
- Feuille d'émargement à faire signer justifiant la présence sur site.

5.7 Fin du marché

Au terme du marché le Titulaire s'engage à transmettre de manière sécurisée les données (portefeuille des agents suivis avec l'historique des suivis sociaux déjà engagés) au nouveau titulaire ou bien au Responsable du Traitement INRAE en fonction du choix de ce dernier.

Il s'engage également à supprimer, une fois la transmission faite au nouveau titulaire, toutes les données à caractère personnel récoltées dans le cadre du marché et devra transmettre à INRAE une attestation de destruction précisant la date de suppression des données.

A défaut de réaliser ces actions il s'expose à l'application des pénalités définies à l'article 9 du présent CCAP.

Article 6 : Vérification et admission

6.1 Evaluation de l'action

Les parties conviennent de se rencontrer au moins une fois par an afin de dresser un bilan de l'année écoulée et, avec la participation de l'assistant.e de service social, de procéder à une analyse qualitative des modalités d'exercice de l'activité à INRAE.

6.2 Admission

Les opérations de vérification et d'admission porteront sur la vérification du respect du planning annuel des permanences via la feuille d'émargement complété et sur la fourniture du rapport annuel d'activités conformément aux dispositions du chapitre 5 du CCAG/FCS.

Article 7 : Prix des prestations et modalités de règlement des comptes

7.1 Montant de la prestation

7.1.1 Vacation d'une journée

Le montant d'une vacation est indiqué dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement.

Cette vacation peut avoir lieu sur un des sites (principal ou secondaire) INRAE ou bien au domicile des agents.

7.1.2 Vacations pour réunions du réseau des assistant.e.s de service social

Le montant d'une vacation pour la participation aux réunions du réseau est indiqué dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement.

7.2 Forme des prix

Le marché est traité à prix unitaire appliqué aux quantités réellement livrées ou exécutées en application des dispositions de l'article R2112-6 du code de la commande publique.

7.3 Contenu des prix

Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles la prestation demandée doit être réalisée, et a élaboré ses prix en toute connaissance de cause.

Le prix d'une vacation comprend la vacation d'une journée pour la réception des personnels, l'accueil téléphonique, les démarches nécessaires à la réalisation de la prestation ainsi que la participation aux instances/réunions locales et nationale d'INRAE dans le cadre de l'action sociale.

Ainsi les prix sont réputés comprendre toutes les charges afférentes à l'objet du marché. Ils comprennent notamment tous les services, contrôles, frais de représentation, de rédaction de bilans annuels jugés nécessaires à la bonne exécution des prestations, toutes les dépenses de main d'œuvre, tous les frais généraux, charges sociales ou fiscales et taxes diverses, de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter. La notification des Violations des Données au Responsable de traitement par le titulaire et leur gestion font partie intégrante des prestations issues de l'exécution du marché et ne donneront pas lieu à facturation complémentaire.

Tous les frais de déplacements et de restauration rendus nécessaires pendant le déroulement de la prestation sont prévus et ne feront pas l'objet d'un coût supplémentaire.

Dans le cadre des réunions de réseau, les frais kilométriques de déplacements seront pris en charge par la DRH sous réserve de production des justificatifs originaux dans le respect de la note de service qui définit la politique voyage et les modalités de prise en charge des frais de déplacement au sein d'INRAE.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment du fait générateur.

7.4 Evolution des prix

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS les prix figurant à l'Acte d'Engagement sont réputés établis aux conditions économiques du mois M0. Le mois M0 est le mois précédent la date limite de réception des offres ou la date de remise de l'offre finale en cas de marché négocié.

En application des dispositions de l'article R2112-13 du code de la commande publique, ils sont révisables annuellement, à la demande émise du titulaire, 3 mois avant la date anniversaire du marché par ajustement au tarif public du titulaire.

7.5 Clause de sauvegarde

INRAE se réserve le droit de résilier, sans indemnité, le présent marché si l'augmentation annuelle est supérieure à 3%.

7.6 Facturation

Les prestations sont réglées mensuellement à terme échu en fonction du nombre de vacations mensuelles effectivement réalisées et après certification du service fait (cf. article 6.2 supra : « admission »).

Les dispositions des articles L2192-1 à L2192-7, et D2192-1 à R2192-3 du code de la commande publique organisent l'obligation de transmission des factures aux structures publiques par voie dématérialisée.

En application de ces dispositions, les entreprises doivent transmettre leurs factures **via le portail Chorus Pro** à l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr/>.

Des fiches pratiques sont disponibles (notamment pour la création du compte et le téléchargement de la facture) sur : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>

Des tutoriels sont également disponibles (en français) :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/tutoriels/>

Le titulaire devra obligatoirement renseigner sur Chorus Pro les éléments suivants, sous peine d'empêcher la prise en charge automatisée de sa facture et d'entraîner l'allongement des délais de traitement :

o Le numéro de SIRET, **180 070 039 01027**, qui identifiera la structure INRAE OCCITANIE MONTPELLIER en tant que destinataire de la facture

o Le **numéro de marché** : numéro de marché ou de l'accord cadre indiqué en page de garde de l'acte d'engagement

o Le **numéro d'engagement juridique** : numéro de bon de commande (auquel se rattache la facture). Ce numéro est à saisir dans son intégralité.

Les factures afférentes au marché seront établies en un seul original portant, outre les mentions légales, les indications obligatoires suivantes :

- o Une date d'émission
- o Les nom et adresse du Titulaire
- o Le numéro SIRET du centre INRAE Occitanie Montpellier : **180 070 039 01027**
- o Le code TVA du centre INRAE Occitanie Montpellier **FR57180070039**
- o Le numéro de l'accord cadre indiqué en page de garde de l'acte d'engagement
- o Le numéro d'engagement juridique : le numéro de bon de commande communiqué lors de la notification de l'accord cadre ou figurant sur le bon de commande notifié par INRAE
- o La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées
- o Le montant HT des prestations ou fournitures
- o Le taux et le montant de la TVA
- o Le montant total TTC

Conformément aux dispositions de l'article R2192-3 du code de la commande publique l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le président du Centre de Recherche INRAE Occitanie Montpellier, 2 place Pierre Viala, 34060 MONTPELLIER.

Le comptable assignataire de la dépense est l'Agent Comptable Secondaire du Centre de Recherche INRAE Occitanie Montpellier, sis à la même adresse.

Le paiement sera effectué par virement administratif au compte bancaire ou postal spécifié dans l'acte d'engagement.

7.7 Délais de paiement et intérêt moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions des articles L2521-1, L2192-10 à L2192-14 et R2192-12 à R2192-15 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum. La date de début du délai court à compter de la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur et sous réserve de validation du service fait par ce dernier.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles R2192-31 à R2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Article 8 : Avance

Pour INRAE, en tant qu'Etablissement Public, c'est l'option B de l'article 11.1 du CCAG-FCS qui s'applique.

Le titulaire bénéficie d'une avance, dans les conditions des articles L2191-2, R2191-3, R2191-7, et R2191-19 du code de la commande publique. Ainsi une avance de 10% est accordée aux PME et 5% pour les autres entreprises dans les conditions de l'article R2191-16 pour tout bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros hors taxes et dont le délai d'exécution est supérieur à deux mois sauf renonciation expresse du titulaire dans l'acte d'engagement. Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du bon de commande.

Article 9 : Pénalités

INRAE se réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS :

- 1- En cas de non-exécution d'une permanence, ou du non-remplacement de l'assistante sociale absent **dans le délai maximum indiqué dans l'offre du titulaire**, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 € par permanence non exécutée.
- 2- Sauf cas de force majeure, en cas de retard ou d'absence aux réunions, le titulaire encourt les pénalités suivantes :
 - 200 € pour un retard supérieur à un quart d'heure non excusé ;
 - 500 € pour une absence non excusée de 24 heures avant le début de la prestation.
- 3- Au terme du marché si le Titulaire ne transmet pas de manière sécurisée les données au nouveau titulaire ou bien au Responsable du Traitement en fonction du choix de ce dernier, alors le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 400 € par jour de retard dans l'exécution de cette obligation.
- 4- Au terme du marché si le titulaire ne transmet pas l'attestation de destruction indiquant la date de suppression des données à caractère personnel récoltées dans le cadre du marché à INRAE alors il encourt une pénalité forfaitaire de 400 € par jour de retard dans l'exécution de cette obligation.

Les pénalités peuvent s'appliquer, sans mise en demeure préalable, du seul fait de la constatation du non-respect des obligations prévues par l'accord-cadre.

Les pénalités indiquées ci-avant sont cumulables et peuvent être déduites des sommes dues sur la facture mensuelle où faire l'objet d'un titre de recette.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG/FCS, le montant des pénalités ne peut pas excéder 20% du montant total HT du bon de commande. Dans le cas où le montant des pénalités atteint 20% du montant du bon de commande, INRAE se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre sans indemnité.

Article 10 : Clause de réexamen

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts ou de diminution des coûts, en complément de l'article 25 du CCAG-FCS, directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- en complément de l'article 25 du CCAG-FCS de la diminution des coûts liés aux modifications d'exécution des prestations (par exemple impossibilité de recruter une assistante sociale en cours d'exécution de prestation) ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à INRAE d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Les surcoûts pris en charge par INRAE peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

Article 11 : Retenue de garantie

Le titulaire est dispensé de retenue de garantie.

Article 12 : Sous traitance

La sous-traitance est autorisée. Elle est régie par les articles R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique. Le titulaire fait accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement conformément à la réglementation en vigueur. Cette demande peut intervenir au stade de dépôt de l'offre ou en cours d'exécution du marché.

Néanmoins, au regard de l'article L2193-3 du code de la commande publique le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Pour l'ensemble de ses obligations, le titulaire ne peut mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants éventuels ou préposés. Le titulaire est pleinement et personnellement responsable de la bonne exécution du marché attribué.

Le sous-traitant est tenu au même titre que le titulaire au secret professionnel. Il ne peut en aucun cas divulguer des informations sur la situation des personnels ou des services dont il et/ou elle aurait à connaître dans le cadre de sa mission.

La sous-traitance totale du marché est strictement interdite.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché sans mise en demeure préalable.

Article 13 : Secret / Confidentialité

Le titulaire s'engage à conserver confidentielles, en toutes circonstances et quelle qu'en soit la cause, les informations qui lui sont communiquées dans le cadre du présent accord-cadre.

Chaque partie s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires à la protection des informations confidentielles et notamment :

- prendre toutes les précautions utiles, afin de préserver la sécurité des données, notamment empêcher qu'elles ne soient déformées ou endommagées et bloquer tout accès qui ne serait pas préalablement autorisé par le Centre ;
- ne traiter que les informations entièrement et exclusivement en son sein et dans le cadre du présent accord-cadre ;
- prendre toutes les mesures de sécurité, notamment matérielles et logistiques, pour assurer la conservation et l'intégrité des données traitées ;
- prendre toutes les mesures permettant d'empêcher toute utilisation détournée, malveillante ou frauduleuse des données traitées.

Aucune information concernant l'exécution de l'accord-cadre ne peut être communiquée à des tiers, notamment à des cabinets d'étude de marché et instituts de sondage. L'ensemble des données et statistiques recueillies et traitées par le titulaire dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, demeurent la propriété exclusive d'INRAE.

L'accès aux données relatives à l'exécution de l'accord-cadre et à la facturation doit être restreint aux personnes chargées d'assurer la facturation ou l'élaboration des états statistiques agissant sous l'autorité du titulaire.

Article 14 : Protection des données personnelles et sécurisation des systèmes d'information

14.1 Exigences réglementaires de confidentialité et sécurisation des données applicables au titulaire et ses sous-traitants

L'offre du titulaire respecte les obligations posées par le CCAP. De plus, la gestion des données doit répondre aux exigences posées par le règlement européen sur les données personnelles, l'ANSSI et la DINUM.

La prestation doit être conforme aux référentiels ainsi qu'au règlement et doit évoluer conformément à leurs éventuelles révisions :

14.1.1 Conformité au RGI

Le référentiel général d'interopérabilité fixe les règles techniques permettant d'assurer l'interopérabilité des systèmes d'information. Il détermine notamment les répertoires de données, les normes et les standards qui doivent être utilisés par les autorités administratives.

La dernière version du RGI figure dans l'arrêté en date du 20 avril 2016. (JORF n°0095 du 22 avril 2016 texte n° 1)

Informations concernant le RGI :

<http://references.modernisation.gouv.fr/interopabilite>

14.1.2 Conformité au RGAA

L'article 47 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées fait de l'accessibilité une exigence pour tous les services de communication publique en ligne de l'État, les collectivités territoriales et les établissements publics qui en dépendent. Il stipule que les informations diffusées par ces services doivent être accessibles à tous.

Le RGAA, à forte dimension technique, propose une traduction opérationnelle des critères d'accessibilité issus des règles internationales ainsi qu'une méthodologie pour vérifier la conformité à ces critères.

La version 3.0 du RGAA a été approuvée par l'arrêté du 29 avril 2015.

Informations concernant le RGAA :

14.1.3 Conformité au RGS

Le référentiel général de sécurité est pris en application du décret n° 2010-112 du 2 février 2010 pris pour l'application des articles 9, 10 et 12 de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives.

La solution doit respecter les recommandations du RGS et particulièrement parmi celles-ci :

- Une obligation de chiffrement des flux de données entre l'INRAE et le prestataire ainsi que ses sous-traitants éventuels,
- Une recommandation de chiffrement du serveur qui stockera les données INRAE chez le prestataire. Cette fonctionnalité non-obligatoire est chiffrée le cas échéant dans le bordereau des prix du titulaire dans l'hypothèse où elle n'est pas prévue en standard dans la solution.

Informations concernant le RGS :

<http://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/confiance-numerique/le-referentiel-general-de-securite-rgs/>

14.1.4 Conformité à la PSSIE

La Politique de Sécurité des Systèmes d'information de l'Etat est entrée en vigueur le 19/08/2014, qui fixe les règles de protection applicables aux systèmes d'information de l'Etat.

Informations concernant la PSSIE :

<https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/protection-des-systemes-dinformations/la-politique-de-securite-des-systemes-dinformation-de-letat-pssie/>

14.1.5 Conformité au règlement européen 2016/679 - RGPD

Il est relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (<https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees>.), et plus largement :

- Le titulaire garantit la conformité de la solution proposée aux exigences de privacy by design prévues par le règlement européen.
- L'offre technique du titulaire présente sa politique de protection des données, sa politique de sécurité des données et le cas échéant, l'analyse de risque et l'étude d'impact sur la vie privée de la solution proposée. Si l'étude ne peut être réalisée au stade de l'offre, le titulaire s'engage à la fournir lors de l'exécution du marché et avant mise en production de la solution.

L'étude d'impact est nécessaire dans les cas visés par la CNIL sur son site : <https://www.cnil.fr/fr/ce-quil-faut-savoir-sur-lanalyse-dimpact-relative-la-protection-des-donnees-aipd>

- En complément de la clause de confidentialité prévue par le CCAG-FCS et des exigences du règlement européen quant au traitement des données à caractère personnel dont le titulaire est conjointement responsable, le titulaire garantit la stricte confidentialité de l'ensemble des données INRAE obtenues dans le cadre de l'exécution du présent marché. La signature d'accords de confidentialité spécifiques, par les salariés intervenant dans le cadre du traitement des données INRAE, pourra être exigée par l'Institut auprès du titulaire.

Le titulaire s'engage, le cas échéant, après notification et avant mise en production de la solution, à contractualiser avec INRAE le contrat de sous-traitance RGPD annexé au présent CCAP.

14.2 Engagement du titulaire

14.2.1 Obligation de sécurisation des données

Au titre de son obligation de sécurisation des données, le titulaire s'engage donc notamment à :

- Ne pas utiliser ou copier les données traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché,
- Ne pas divulguer les données à d'autres personnes privées ou publiques, physiques ou morales,
- Prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données,
- Prendre toutes les mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des données traitées dans le cadre du présent marché,
- Mettre en œuvre des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes, services de traitement et des données,
- Pour les prestations nécessitant le traitement de données personnelles et autres données sensibles, fournir à l'Institut, sur demande de celui-ci, la clause de confidentialité intégrée aux contrats de travail de ses salariés ou aux engagements de confidentialité spécifiques signés par ces derniers, ainsi que celles des contrats de sous-traitance établis pour l'exécution du présent accord-cadre ou tout autre mécanisme apportant la preuve de l'engagement au respect de la confidentialité par toute personne participant aux prestations,
- Mettre en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et leur accès en cas d'incident physique ou technique dans des délais appropriés,
- Mettre en œuvre une procédure de test, analyse et évaluation régulière de l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles assurant la sécurité des données,
- Restituer l'intégralité des données exigées par INRAE puis détruire l'ensemble des données INRAE détenues par le titulaire ou ses sous-traitants en fin de marché. Un mode de preuve de cette destruction est proposé par le titulaire dans son offre,
- Lors des phases de développement, test et recette, ne pas utiliser les données personnelles réelles contenues dans les bases,
- Mettre à la disposition d'INRAE les informations nécessaires afin de démontrer le respect de ces obligations et, à cette même fin, permettre la réalisation d'audits par INRAE.

14.2.2 Données personnelles dans le cadre de la gestion de la relation contractuelle

Dans tous les cas, les parties s'engagent, dans le cadre de traitement de données à caractère personnel à des fins de gestion de la relation contractuelle et de l'exécution du présent contrat, à respecter le règlement européen EU 2016/679 (GDPR) du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ainsi que les lois nationales applicables relatives à la protection des données à caractère personnel.

A des fins exclusives de gestion de la relation contractuelle et d'exécution du présent marché, les parties peuvent collecter, stocker, partager et traiter les données personnelles des personnes impliquées dans la gestion et l'exécution du présent marché telles que : nom, téléphone professionnel, adresse professionnelle, fonction, identifiants de connexion.

Les parties prendront toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger et sécuriser ces données. Les parties mettront tout en œuvre pour empêcher tout traitement non autorisé ou illégal de ces données.

Article 15 : Assurance

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité civile et professionnelle à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, il doit justifier qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie au stade de l'attribution du marché et avant tout commencement d'exécution.

Cette attestation de police d'assurance doit être souscrite auprès d'une compagnie agréée.

À tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 16 : Résiliation

Le marché peut être résilié dans les cas et selon les modalités décrites aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS. La non-exécution ou la mauvaise exécution répétée de tout ou partie du marché pourra donner lieu à la résiliation de celui-ci conformément à l'article 41 du CCAG-FCS, ou à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire dans les conditions visées à l'article 45 du CCAG-FCS.

Article 17 : Modifications relatives au titulaire du marché

17.1 Généralité

Toute modification affectant la situation administrative, financière ou juridique du titulaire du marché est portée impérativement à la connaissance du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire fournit, le cas échéant, dans les plus brefs délais, les justificatifs appropriés mentionnant les changements l'affectant (extrait K-bis, copie de l'annoncé publiée dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB etc...).

17.2 Modifications mineures

Sont considérées comme mineures les modifications suivantes :

- Modification de la dénomination sociale du titulaire
- Modification de l'adresse que le titulaire a renseignée dans l'acte d'engagement
- Modification des coordonnées bancaires

Ces modifications doivent impérativement être portées à la connaissance du pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais car elles peuvent en effet entraîner la renumérotation du marché et la transmission de ce nouveau numéro au titulaire.

17.3 Modifications majeures

Le titulaire doit alerter le pouvoir adjudicateur de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession du marché conclu par le pouvoir adjudicateur, dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation par le pouvoir adjudicateur de la cession du marché, cette cession fait l'objet d'une modification du marché constatant son transfert au nouveau titulaire. Celle-ci sera matérialisée par un avenant établi par le pouvoir adjudicateur.

Est également considérée comme majeure toute autre modification affectant la possibilité du titulaire, d'exécuter le marché.

Article 18 : Dispositions particulières

18.1 Zones à régime restrictif (ZRR)

Lorsque les prestations de services sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions édictées par la réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique introduite par le décret n°2011-1425 du 2 novembre 2011.

Cette réglementation prévoit des dispositions de contrôle de l'accès à des Zones à Régime Restrictif (ZRR). À ce titre le titulaire peut être soumis aux procédures correspondantes d'autorisations préalables d'accès lorsque les prestations sont susceptibles de concerner de telles zones.

18.2 Langue

Conformément à la loi n°94-65 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française et à la circulaire d'application du 19 mars 1996 (J.O. du 20/03/1999), les correspondances et la documentation relatives au marché sont rédigées en langue française.

18.3 Droit applicable

Le droit applicable au présent marché est le droit français.

18.4 Différends et litiges

En cas de différend né à l'occasion de l'exécution du présent marché, les parties s'efforceront de trouver un accord amiable à leur litige.

A défaut d'accord, le tribunal administratif de Montpellier est seul compétent.

18.5 Monnaie

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix libellé en euro reste inchangé en cas de variation de change.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Article 19 : Dérogations au CCAG-FCS

ARTICLE DU CCAP	ARTICLE DU CCAP	ARTICLE DU CCAG-FCS
Observation sur bon de commande	2.3	3.7.2
Liste des pièces contractuelles et priorité	3	4.1
Changement d'assistante sociale	5.3	3.4.3
Evolution des prix	7.2	10.2.4
Pénalité pour retard	9	14
Assurance	15	9.2

A Montpellier le 13/03/2024